

**POUR LA PAIX  
ET LE SOCIALISME,  
RECONSTRUISSONS  
LE PARTI DE CLASSE !**



**Proposition de  
base commune alternative  
pour le 40<sup>e</sup> Congrès du PCF**

## **L'Humanité est à un point de bascule et la France avec elle**

C'est partant de ce constat du danger existentiel que fait courir le Capital à l'ensemble du genre humain, que les communistes signataires de ce texte interpellent l'ensemble de leur Parti afin de se ressaisir, de prendre conscience des priorités et de refaire du Parti communiste français la force de résistance dont ont besoin les travailleurs, les retraités, les chômeurs et la jeunesse.

Aujourd'hui, cent-dix ans après la boucherie de Verdun, quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, trente-cinq ans après la restauration du capitalisme à l'Est de l'Europe, les contradictions inter-impérialistes n'ont de nouveau jamais été aussi près de plonger l'Humanité encore une fois dans la guerre.

Ukraine, Palestine, Liban, Iran, Inde/Pakistan, Thaïlande/Cambodge, Soudan, etc. Les conflits régionaux ne cessent d'éclater ces trois dernières années à un rythme toujours plus soutenu, et sont la traduction directe du besoin des capitalistes de chaque bloc impérialiste, à commencer par les États-Unis, de dépasser leur propre crise au moyen de la guerre.

Ce processus s'est encore accéléré ces derniers mois avec les actes de guerre inédits des USA au Venezuela, le blocus criminel sur Cuba, les menaces de Trump contre la Colombie, le Mexique, le Groenland ou l'utilisation des droits de douane comme instrument de guerre économique, puis enfin avec le déclenchement de la Guerre en Iran et au Liban, sans susciter aucune réaction internationale conséquente.

Le génocide à Gaza depuis près de trois ans démontre, s'il le fallait encore, que le Capital n'a aucune limite morale ou éthique pour maintenir sa domination. Et qu'en cela, l'armement nucléaire des principales puissances impérialistes, dont la France, fait peser un danger de mort sur l'ensemble de la population mondiale.

Sur le plan politique et de façon intimement liée à la situation internationale, les quelques années écoulées ont vu la progression spectaculaire de l'extrême-droite aux quatre coins du globe, y compris jusqu'à accéder au pouvoir, d'abord dans des États périphériques comme la Hongrie ou la Pologne, puis dans des États capitalistes de premier plan comme en Italie, au Pays-Bas, au Brésil, en Argentine, au Chili et bien sûr aux USA, où Trump fait figure de principal promoteur mondial de la remise en cause des libertés démocratiques.

En France, le FN/RN, dont l'arrivée au pouvoir paraissait inimaginable il y a peu, est devenu le favori des *bookmakers* politiques. Mais bien plus, **c'est d'une bascule de l'ensemble du pays vers le fascisme dont il est question.**

En menant une politique de casse des acquis sociaux, en alimentant la précarité, la colère et le désespoir, en piétinant y compris le fonctionnement des institutions bourgeoises, Emmanuel Macron et ses gouvernements ont préparé le terrain à l'extrême droite. Pire encore, en reprenant à leur compte certains de ses thèmes – l'immigration, la sécurité, le "réarmement de la France", la haine des organisations de salariés ou la restriction des libertés – ils ont contribué à banaliser ses idées. Ainsi, ni le macronisme, ni la social-démocratie qui l'a précédé, n'ont contenu l'extrême droite. Ils l'ont légitimée et lui ont ouvert les portes du pouvoir, pour toujours mieux défendre les intérêts du patronat contre la classe ouvrière. Pour s'en convaincre, l'écoute de la grande majorité des chaînes de télévision ou de radio nationales démontre à quel point la dérive fascisante touche désormais une large partie du spectre politique français.

Enfin et surtout, les dernières années ont été marquées par une accumulation des reculs sociaux. Au nom du COVID, ce sont des centaines de milliards d'euros qui ont été transférés du Travail vers le Capital. En quelques années, l'inflation a fait chuter le pouvoir d'achat de la grande masse de la population dans des proportions inédites depuis les années 1930. Les retraites, la sécu, l'assurance chômage, les services publics, l'accès à l'électricité, au gaz, la capacité de chauffer son logement ou de se déplacer : tous les aspects de la vie sociale ont été attaqués dans la période.

Même depuis juin 2024, le Gouvernement parvient à faire passer ses mauvais coups, alors qu'il n'a *officiellement* plus de majorité à l'Assemblée nationale, tantôt grâce au PS (dont la participation au NFP lui a permis de se refaire une virginité de gauche), tantôt grâce au RN (dont la démagogie sociale trouve ses limites là où commencent les intérêts patronaux), **mais surtout parce qu'il ne trouve face à lui aucune force en capacité de donner aux travailleurs une perspective politique conséquente, à même de renverser la vapeur.**

**Combattre la politique de guerre, le danger fasciste, l'offensive patronale, répondre aux besoins des travailleurs : Voilà quelle devrait être toute l'activité du Parti Communiste dans la période. Nous constatons que ce n'est pas le cas et qu'il faut que le Parti se ressaisisse, que les communistes le reprennent en main, le remettent sur les rails de la lutte des classes.**

Depuis plus d'un an et jusqu'à ces dernières semaines, la préoccupation essentielle de la direction de notre organisation a été la préparation des élections municipales et plus particulièrement de se quereller autour des alliances avec les autres organisations politiques locales. Ce n'est ni conséquent, ni responsable. Mais c'est à l'image d'une dérive électoraliste du Parti qui s'est profondément amplifiée ces dernières années. Depuis l'accélération du calendrier électoral avec le quinquennat, chaque année ou presque est désormais une année électorale. D'année en année, le Parti tombe toujours un peu plus dans le jeu de cette routine institutionnelle, phagocytant les réunions et l'activité militante au détriment des enjeux de classe. Il y a urgence à sortir de cette logique !

Communistes, nous ne nous résolvons pas à ce que notre Parti devienne un syndicat d'élu à gauche du PS et à droite de LFI, comme le Parti Radical de Gauche l'est à la droite du PS et à gauche du MODEM.

Ces questions du rôle du Parti Communiste Français, de son organisation spécifique, de son caractère de classe, de sa ligne politique, de sa perspective révolutionnaire de construction du socialisme, doivent être au cœur des débats de son 40<sup>e</sup> congrès. C'est indispensable pour retrouver la place qui a été la sienne tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, de Parti de la classe ouvrière et de ses alliés, capable de changer la vie de la grande masse de la société et d'être le moteur du mouvement révolutionnaire.

Mais cela implique également de tirer les leçons politiques des années passées depuis la *mutation* des années 90, jusqu'à la direction actuelle autour de Fabien Roussel, en passant par les tentatives d'effacement du Parti autour du Front de Gauche dans les années 2000-2010.

Ainsi, nous refusons que ce congrès soit une nouvelle fois confisqué et réduit à un faux choix entre deux variantes (ou plutôt deux clans) qui constituent chacune deux voies de garage pour notre Parti. **Avec d'un côté**, ceux qui se placent dans la droite ligne des directions

Buffet et Laurent, et considèrent que le PCF "*porte les valises de plomb de l'Histoire*". Ils ont fait le choix de la capitulation et de l'effacement du PCF, à travers la stratégie de collectifs antilibéraux, puis du Front de Gauche, et aujourd'hui de la vassalisation derrière la France Insoumise. **Et de l'autre côté**, ceux qui autour de Fabien Roussel tentent de masquer derrière un "identitarisme communiste" déformé, beaucoup d'opportunisme politique, jusqu'à se satelliser de nouveau autour du Parti socialiste ou des Verts, chantres de la guerre et des politiques d'austérité. Tout cela, sans parler des prises de positions volontairement "iconoclastes" du Secrétaire National du Parti, qui pour faire du "buzz" et s'attirer les bonnes grâces des médias dominants, discrédite notre organisation et nous aliène des pans entiers de la population, en particulier parmi la jeunesse, qui devrait être le cœur de notre organisation.

Mais au-delà de cet affrontement factice, ces deux tendances de la direction nationale ont en commun le même opportunisme électoraliste et ne divergent que sur le nom des appareils auxquels ils considèrent qu'il serait plus confortable ou plus profitable de se raccrocher.

Elles ont en commun, d'avoir tourné le dos à l'analyse marxiste de la société de classe, les conduisant chacune à semer illusions réformistes et propositions de recul.

Elles ont en commun d'avoir abandonné la nature spécifique de notre organisation, issue du léninisme, pour en faire un parti "de gauche", qui ne diverge des autres que sur le "curseur" d'acceptation de l'exploitation capitaliste.

Enfin, ces deux tendances de la direction ont surtout en commun d'avoir abandonné toute perspective de rupture révolutionnaire avec le capitalisme, de construction d'une société sans classe, le socialisme, prémices à la société communiste futur.

La présente proposition de base commune s'inscrit dans la continuité des textes "*Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes !*" en 2006, "*Notre peuple a besoin du PCF !*" en 2010, "*Ni abandon, ni effacement, un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe !*" en 2012, "*Reconstruisons le parti de classe ! Priorité au rassemblement dans les luttes !*" en 2016 et "*Reconstruire le parti de classe*" en 2018, textes auxquels nous renvoyons pour l'ensemble des sujets que nous n'aurons pas pu traiter ici.

## **SOMMAIRE**

- 1. LA SITUATION INTERNATIONALE : Combattre l'impérialisme et les fauteurs de guerre**
- 2. FACE À LA FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ : Défendre et reconquérir les libertés démocratiques**
- 3. COMBATTRE L'UNION EUROPÉENNE DU CAPITAL**
- 4. SORTIR DE LA LOGIQUE RÉFORMISTE : Construire des axes de luttes de rupture**
- 5. LA NÉCESSITÉ DU PARTI COMMUNISTE DANS LE COMBAT DE CLASSE**
- 6. LE SOCIALISME**

# 1.

## **LA SITUATION INTERNATIONALE : Combattre l'impérialisme et les fauteurs de guerre.**

***"Les rois nous saoulaient de fumée, Paix entre nous, guerre au tyrans"***

Eugène Pottier, *l'Internationale*

Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, le monde n'a connu autant de points de conflits. L'intensité de ces conflits en nombre de victimes ne cesse d'augmenter, et atteint ses plus hauts niveaux depuis l'effondrement du camp socialiste. Cette réalité ne peut nous surprendre : après trente ans de libéralisation à marche forcée, de *dumping* social par la concurrence mondiale dérégulée et deux crises économiques majeures, les tensions entre camps de la bourgeoisie sont à leur comble. Mécaniquement, les gouvernements au service du capital sont poussés à la violence tant nationale (fascisme et autoritarisme policier) qu'internationale.

Pays par pays, on observe les mêmes tendances. De la social-démocratie à l'extrême-droite, tous les partis bourgeois prennent leur part dans la campagne de marche à la guerre. Celle-ci sert trois types d'objectifs :

- Renforcer la mainmise impérialiste sur les marchés (notamment des matières premières et de l'énergie), avec les conséquences lourdes dont les travailleurs payent les frais.
- Faire accepter les reculs sociaux au nom de l'effort de guerre et cultiver la résignation face aux attaques du capital contre les salariés.
- Installer un état de non-droit pour les travailleurs dans les zones directes de conflits.

Ainsi, le début de cette année a été marquée par les guerres successives des USA et d'Israël contre le Venezuela, Cuba, l'Iran et le Liban qui ont bouleversé les peuples du monde entier. Ces guerres sont engagées au moment où l'augmentation du budget de la Défense française, réclamée par Trump en 2025 vient d'être approuvée par les députés PS, EELV et Place Publique... soit nos alliés de la NUPES, du NFP et des municipales.

Passé l'état de sidération, comment expliquer l'absence d'initiative conséquente contre la guerre, au-delà de quelques communiqués minimaux, occultant largement les responsabilités politiques ? Dans la même période, dans combien de villes le PCF est-il engagé aux côtés de candidats promoteurs de guerre ?

***"Il n'est de loi de la guerre qu'aucune action prolétarienne ne peut fléchir"*** disait Jaurès, en 1905 dans son discours de Berlin. C'est fidèle à cet engagement qu'il y a cent ans, les communistes (français, marocains et espagnols) enrayaient la machine de guerre coloniale du Rif. La clairvoyance et le courage de leur engagement sont des enseignements précieux dans la période actuelle. Toute l'histoire du siècle écoulé démontre que seuls des partis communistes, porteurs d'une ligne politique révolutionnaire, sont à même de porter l'opposition conséquente à la guerre capitaliste et à ses promoteurs. En France, cette ligne politique de lutte manque aujourd'hui cruellement aux travailleurs, c'est à nous de la tenir !

## **L'OTAN reste le vaisseau amiral de l'impérialisme**

La politique internationale imprimée par Trump, avec la grossièreté qui le caractérise, ne fait que révéler les rapports de domination au sein du bloc occidental. L'impérialisme américain domine et impose sa volonté en suzerain, les principales puissances européennes suivent en vassales, profitent de la puissance militaire américaine, et dominant à leur tour leur zone d'influence impérialiste historique, dans et hors de l'espace européen. Cela n'est pas nouveau, c'est le fondement même de l'OTAN depuis l'après-guerre ! Le fait que les États-Unis aient pu imposer à l'Europe 15 % de droits de douane sans contrepartie à l'été dernier, tout en imposant dans le même temps à tous les pays de l'OTAN de porter à 5 % de leur PIB leurs dépenses militaires en est une illustration frappante.

Dans les faits et depuis longtemps, l'armée américaine dispose d'environ 250 000 soldats déployés hors de ses frontières et sur tous les continents, et d'un budget correspondant à plus de 35 % des dépenses militaires mondiales. L'interventionnisme militaire américain actuel n'est pas le fait de l'administration Trump. Il résulte d'un déploiement militaire réalisé dans la durée, répondant à ses intérêts impérialistes auxquels les mandatures démocrates ont largement contribué.

La nouveauté est que le style politique de Trump permet désormais aux classes dirigeantes de la plupart des États impérialistes de ne plus s'encombrer d'un vernis "juridique", "démocratique", ou même "moral" pour faire valoir leurs intérêts économiques par un recours décomplexé à la force. Cette nouvelle étape permet de justifier et d'accélérer le surarmement de la France et de l'Europe (y compris au nom d'une indépendance factice vis-à-vis des États-Unis). C'est en ce sens que doit s'analyser le véritable blanc-seing des gouvernements français, britanniques ou allemands, après les opérations illégales de Trump au Venezuela, en Iran et ses menaces contre Cuba, la Colombie ou même le Groenland (pourtant sous domination d'un état membre de l'UE et de l'OTAN). C'est en ce sens que doit s'analyser également le jusqu'aboutisme des puissances européennes dans la boucherie ukrainienne.

En France, il y a vingt ans, même la droite n'osait pas soutenir la guerre en Irak. Aujourd'hui la social-démocratie française PS-EELV-Place Publique (à l'image de la social-démocratie européenne) ne conteste de la politique de Trump que sa méthode, le rendant responsable de l'"instabilité" mondiale. Mais de fait, c'est pour mieux légitimer la construction d'une "défense européenne" (par nature inféodée à l'OTAN) et mieux accompagner la politique états-unienne quand Trump sera remplacé par les démocrates ou une fraction plus "modérée" du camp républicain. Nous devons dénoncer sans concession leurs orientations.

## **L'illusion d'un monde "multipolaire"**

Certains saluent les évolutions vers un nouveau monde "multipolaire" grâce à l'émergence de nouvelles puissances, à commencer par les "BRICS" (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique-du-sud), qui réformeraient l'ONU et les autres instances de régulations internationales. Elles échapperaient ainsi à l'"hégémonie" américaine. Pourtant, si les recompositions économiques et les tensions associées sont réelles, les travailleurs ne doivent avoir aucune illusion. Dans chacun de ces pays le mode de production capitaliste règne en maître et leur part dans l'économie mondiale d'aujourd'hui est largement fondée sur la répression des droits sociaux, syndicaux et politiques. Leur entrée sur la scène internationale n'est motivée que par la perspective de bénéficier à leur tour des miracles de la prédation impérialiste (ou de consolider leurs dominations existantes), aucunement par

l'internationalisme ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces fausses oppositions à l'"hégémonie américaine" se gardent d'ailleurs bien souvent de porter clairement la rupture avec l'OTAN.

Pour certains, il faudrait utiliser habilement les "contradictions" entre impérialismes compétiteurs. Quelle ironie à l'heure où Erdogan s'allie à Israël pour installer un gouvernement islamiste en Syrie, ou que la Chine reste quasi-muette sur le massacre palestinien. Seuls les travailleurs mèneront, pays par pays, la lutte contre leur propre bourgeoisie et mettrons à bas la machine de guerre. Ainsi, nous portons plus que jamais la rupture avec l'OTAN et l'UE, non parce que nous leur préférierions les impérialismes russes, chinois ou brésiliens, mais parce que ce sont ces ensembles supranationaux qui sont les terrains de la politique de guerre.

## **Renouer avec l'internationalisme prolétarien**

Ces dernières années, nombreux sont les communistes à avoir déploré l'absence de courage de la direction du PCF, quand il ne s'est pas agi d'accompagner aveuglement la position du gouvernement.

**Sur l'Ukraine**, face à l'intervention russe et la flambée belliciste en France, la direction du Parti aura non seulement été incapable de porter la voix de la Paix, mais elle aura été même incapable de ne pas crier avec les loups de la guerre. Fabien Roussel abandonnant en pleine campagne présidentielle la revendication de sortie (ou même de dissolution) de l'OTAN, les parlementaires communistes votant unanimement la résolution de "soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine" du 30 novembre 2022, invitant *"le Gouvernement, en lien avec ses partenaires européens, à poursuivre et à renforcer les livraisons d'armes à destination de l'Ukraine"*, invitant *"les États membres de l'Union européenne à poursuivre la construction d'une politique de défense et de sécurité européenne, de façon complémentaire et en coopération avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord"* et soulignant *"le rôle important que joue l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord dans la protection du continent européen"*.

Pourtant, si Poutine porte la responsabilité de l'invasion militaire en 2022, les impérialistes occidentaux US/UE/OTAN ont bel et bien été les initiateurs d'un conflit qu'ils ont largement armé et financé depuis 2014, encourageant l'Ukraine à violer les Accords de Minsk et à bombarder le Donbass, pendant près de huit ans, faisant plus de 14 000 morts, grâce aux armes américaines transitant par la France.

La responsabilité des communistes français est de prendre toutes les initiatives pour contraindre la France à cesser d'être un cobelligérant dans la guerre :

- Par l'arrêt immédiat des livraisons d'armes à l'Ukraine.
- En défendant une action diplomatique française en vue de mettre en place un système de sécurité collectif autour de l'Ukraine, indépendant à la fois de l'OTAN et de l'impérialisme russe, faisant respecter les accords de Minsk de 2014.
- En exigeant l'abandon des "sanctions économiques" qui pénalisent les peuples.
- En organisant le retour des réfugiés dans les meilleures conditions et une reconstruction du pays exonéré de pillage par les multinationales capitaliste de l'Ouest comme de l'Est.

**En Palestine,** Le génocide à Gaza a soulevé un large mouvement de colère et d'indignation. Nous saluons le MAKI, le parti communiste israélien, pour n'avoir pas cédé à la campagne de guerre qui a suivi le 7 octobre en dénonçant, dès les premières heures, la répression de Netanyahu et en alertant sur la violence à venir.

Mais force est de constater que la direction du PCF, *a minima* dans les premières semaines après le 7 octobre 2023, a été une nouvelle fois totalement incapable de résister au déferlement pro-israélien, allant même jusqu'à participer à la manifestation 12 novembre 2023 qui, sous prétexte de lutte contre l'antisémitisme, était de manière évidente une action de soutien à la riposte israélienne sur la bande de Gaza. Manifestation comptant tous ceux qui pendant deux ans applaudiront à la politique génocidaire de Netanyahu.

Certes, rapidement, le Parti a appelé aux manifestations. Mais notre soutien au peuple palestinien doit aller plus loin, dépasser les faux semblants sur la reconnaissance de l'État Palestinien de même que les appels à des sanctions jamais définies. Au contraire, nous proposons de porter la rupture des accords de libre-échange UE-Israël qui de fait cautionne le processus d'extension colonial. Que ces dispositifs touchent des entreprises qui opèrent dans les colonies ou non n'a aucune importance. Sanctions contre toute entreprise qui participe de près ou de loin à la politique de colonisation et d'apartheid en Israël.

**En Amérique-du-Sud,** l'agression impérialiste états-unienne doit être dénoncée sans ambiguïté et le Parti doit s'engager dans toute action visant à défendre les intérêts du peuple vénézuélien, exiger la fin de l'intervention, la libération du président Maduro, la fin des sanctions économiques et le respect de la souveraineté vénézuélienne. Cette position de principe, n'est pas exclusive de l'analyse communiste que nous devons avoir de la situation vénézuélienne post-Chavez. Car, si l'expérience de la "révolution bolivarienne" au Venezuela tendait vers le socialisme et si le pays a dû faire face à l'hostilité des Etats-Unis pendant vingt ans, les choix politiques de Maduro, favorables à une partie de la bourgeoisie nationale et allant jusqu'à s'attaquer au Parti Communiste Vénézuélien, ont largement liquidé les bénéfices de la "révolution bolivarienne" et sapé la confiance d'une grande partie des travailleurs.

**Enfin, plus que jamais nous devons intensifier notre soutien politique et humanitaire à Cuba socialiste. Face aux attaques de Trump, Cuba est en première ligne car elle représente un repère pour les autres pays d'Amérique latine, un point d'appui pour les révolutionnaires et les communistes du monde entier. Nous devons intervenir contre le blocus, contre la campagne de désinformation et de dénigrement de la Révolution cubaine menée en France.**

## **Pas un sou pour la guerre impérialiste**

Alors que Macron et ses Généraux mènent au pas de charge le réarmement, tant humain que matériel, nous exprimons notre désaccord profond avec l'appel de la direction du PCF à la construction d'un "pôle public de l'industrie de défense" qui, comme pour chaque "pôle public", légitime l'existence d'un pôle privé pour lui faire face et ne remet absolument pas en question la légitimité du profit capitaliste sur l'industrie militaire.

Pour ce faire, la direction du Parti ne craint pas de mimer des mots d'ordres portés par les communistes à la fin XX<sup>e</sup> siècle, mais se dédouane d'une analyse de contextes économiques et politiques tout-à-fait différents. En effet, les travailleurs luttèrent dans les années 80-90 contre les vagues successives de privatisation de l'industrie, dont l'industrie militaire et ses

branches d'exportation, au profit du privé, comme la récupération de larges parts du capital de Thalès par le groupe Dassault dans les années 2000. Mais aujourd'hui, l'enjeu pour le Capital est, au contraire, de légitimer l'afflux massif de crédits publics pour le réarmement. Il n'est donc aucunement opposé à un pôle de pilotage des dépenses militaires, ne remettant en rien en question les milliards empochés depuis vingt ans et encore moins la perspective de milliards à empocher sur l'exportation d'armes à l'étranger. De la même façon, nous ne pouvons nous réjouir qu'une industrie civile, comme la Fonderie de Bretagne, passe d'une production socialement utile pour l'industrie automobile, à une industrie de mort pour fabriquer des obus<sup>1</sup>.

Alors que la direction du PCF choisit de défendre "le contrôle des subventions publiques aux patrons" plutôt qu'"aucun euro public dans la poche des patrons", le "pôle public de la défense" est parfaitement compatible avec les intérêts du capital et fournit l'illusion d'un discours pour l'indépendance nationale légitime.

**Restons fidèles à nos revendications portées depuis 1920 et largement mises en œuvre dans le cadre du Front Populaire en 1936 : Nationalisation complète, immédiate et sans compensation, de l'ensemble de l'industrie d'armement, au sein d'un monopole public de l'armement répondant exclusivement à des objectifs de défense du territoire national.**

Les travailleurs ont besoin d'une organisation qui porte la voix de la paix. Cette organisation c'est le PCF :

- **Sortie immédiate de l'OTAN.**
- **Refus de toute Europe de la défense.**
- **Arrêt immédiat des livraisons d'armes à l'Ukraine, à Israël, et à leurs alliés.**
- **Réorientation des centaines de milliards d'euros de crédits militaires vers les services publics et les besoins sociaux.**
- **Désarmement nucléaire unilatéral de la France et action pour l'interdiction des armes nucléaires partout dans le monde.**
- **Rappel de tous les soldats déployés hors de France et démantèlement des bases militaires françaises à l'étranger.**
- **Action pour la condamnation par la France de toutes les interventions militaires impérialistes dans le monde.**
- **Sur le Groenland : Démilitarisation complète par le retrait immédiat des soldats français et européens déployés sur place, démantèlement des bases américaines, autodétermination du peuple Groenlandais.**

---

<sup>1</sup> Même si, au final le repreneur trouvé par l'"État stratège", n'a jamais versé un centime des 5 millions d'euros qu'il avait promis d'investir, plaçant tous les ouvriers du site au chômage partiel.

## 2.

# FACE À LA FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ : Défendre et reconquérir les libertés démocratiques

*"Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde"*

Bertold BRECHT

## **Terrorisme, COVID, guerres... Vers un état d'urgence permanent qui remet en cause les libertés démocratiques**

La démocratie bourgeoise n'est pas un système politique neutre, mais bien le mode d'organisation par lequel la classe capitaliste organise sa domination sur l'ensemble de la société. La classe dominante utilise l'État pour maintenir l'exploitation capitaliste en adaptant en permanence le degré de libertés concédées selon le rapport de forces et ses besoins du moment. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la force du mouvement ouvrier et l'existence d'un autre modèle de société dans le camp socialiste, ont contraint la bourgeoisie des pays capitalistes dominants à concéder certaines libertés démocratiques. Mais dès que le rapport de force tourne en notre défaveur ou qu'elle se sent en danger, elle n'hésite pas à renforcer l'appareil répressif et à restreindre les droits acquis.

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle et l'effondrement du bloc socialiste, nous faisons le constat d'une dérive autoritaire, voire maintenant directement fascisante du système politique bourgeois en France comme à l'international. Depuis 2001, avec les attentats du 11 septembre aux États-Unis, la "guerre contre le terrorisme" a servi de justification à une série d'atteintes profondes aux libertés démocratiques, au nom de la "sécurité nationale". Depuis, nous observons un modèle permanent de gouvernement par la peur et par l'exception qui s'est exporté bien au-delà des frontières états-uniennes.

Initialement plan d'urgence face au risque terroriste, la France vit sous le régime du plan Vigipirate sans discontinuer depuis 1995 (soit maintenant plus de 30 ans !) et la très grande majorité du temps à son niveau "d'alerte" le plus élevé. Trois décennies de politiques autoritaires menées alternativement par la droite, par la gauche, puis continuées et amplifiées sous Macron.

Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur puis Président, a imposé un discours sécuritaire agressif, faisant du travailleur, du jeune, de l'immigré, un ennemi de l'intérieur. Sous François Hollande, les figures de Manuel Valls et de Bernard Cazeneuve ont incarné la poursuite de cette dynamique et son aggravation : répression violente du mouvement contre la loi Travail en 2016, état d'urgence permanent après les attentats, criminalisation des travailleurs en lutte. Décidément, de Jules Moch à Christophe Castaner, la répression du mouvement ouvrier est une vieille constante de l'Histoire de la social-démocratie...

Sous Macron enfin, le mouvement des Gilets jaunes (indépendamment de notre analyse politique de celui-ci) a subi une répression d'une violence inégalée depuis longtemps. Peu de temps après, c'est le Covid-19 qui a permis à l'appareil d'État de banaliser des formes de mesures liberticides que l'on pensait inimaginables en temps de paix : interdiction de manifester, recours la violence contre les manifestants, interdiction de se réunir, interdiction

de déplacement, assignations à résidence, couvre-feux, confinement, etc. Le flicage généralisé de la population à travers le "pass sanitaire", puis le "pass vaccinal", constituant l'aboutissement d'une logique de remise en cause profonde des libertés individuelles.

Ainsi, entre 2015 et 2022, au nom de la "menace terroriste", puis de la "crise sanitaire", le pays aura été placé pendant plus de quarante-quatre mois sous le régime de l'état d'urgence (près de quatre années cumulées !), et la plupart de ces dispositions ont été transposées dans le droit commun.

Depuis quatre ans, la guerre en Ukraine offre un nouveau prétexte à la militarisation de la société et aux appels à l'"Union sacrée" derrière la guerre. Plus récemment encore, les JO de Paris 2024 ont été l'occasion pour justifier de nouveaux reculs, comme l'usage massif de drones qui sont désormais utilisés pour fliquer chaque mobilisation des travailleurs, y compris lors de la Fête de l'Huma.

C'est dans la même logique que les libertés fondamentales, à commencer par les libertés syndicales, ont été attaquées dans les entreprises. Limitation du droit de grève dans les transports, étendue progressivement dans de nombreuses entreprises privées accomplissant prétendument une activité "d'intérêt général" ; renforcement du pouvoir patronal à travers les lois Macron, Rebsamen, El Khomri.

## **La dérive fascisante d'une large partie du spectre politique français**

En France, à l'instar d'une grande partie du monde capitaliste, l'extrême droite n'a cessé de se renforcer, à la fois électoralement et structurellement dans le pays, à tel point que la perspective de son arrivée au pouvoir est passée en très peu d'années d'inimaginable (8 députés en 2022) à celui d'un péril imminent.

Ce renforcement s'accompagne d'une stratégie de diversification. D'un parti presque unique (le FN), diverses organisations servent aujourd'hui chacune à attirer et structurer une partie spécifique de la population. Le Rassemblement National arrive à combiner un discours raciste, réactionnaire et pro-patronat avec un vernis pseudo-social destiné à séduire les travailleurs en colère. L'opération Zemmour a servi à élargir encore le spectre de l'extrême-droite tout en rendant le RN plus "fréquentable". Éric Ciotti et ses alliés, jouent le rôle de passerelle pour capter la droite libérale et bourgeoise en quête d'un discours plus dur. Derrière ces différences d'expression, une même logique idéologique se dessine : racisme, réaction, autoritarisme et défense des intérêts du capital. Aujourd'hui comme hier, l'extrême-droite, sous toutes ses formes, constitue la roue de secours d'un système économique en crise.

Mais le changement le plus notable vient surtout du fait que l'idéologie fascisante a trouvé une assise bien plus large en quelques années. Bien difficile aujourd'hui de dire qui est le plus à droite entre un Bardella, un Retailleau ou un Wauquiez. Bien difficile également de dire qui semble le plus enclin à l'autoritarisme entre un Macron, un Valls ou une Le Pen... Les discours se confondent et les frontières s'effacent. Combien de temps reste-t-il avant une véritable "union des droites" à l'italienne ? Alors que l'Assemblée nationale a observé une minute de silence en hommage à un nervi néo-fasciste le 17 février dernier, on peut craindre que la bascule ne soit plus très loin...

Mais la tentation fasciste est surtout le contrecoup direct de la faillite de la "gauche" à répondre aux aspirations des travailleurs, à donner une perspective de rupture progressiste à celles-ci.

En 2002, l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour était la conséquence directe de la politique radicalement antisociale de la Gauche plurielle et des privatisations. Depuis 2017, l'exposition du RN est le résultat sans surprise de cinq ans de gouvernement socialiste (et Verts jusqu'en 2014) qui ont démolé comme jamais le droit du travail, attaqué les retraites, laissé le patronat démanteler encore un peu plus l'industrie, etc.

Depuis l'élection de Macron, l'ensemble de la "gauche", PCF et LFI compris, plutôt que de participer à construire le rapport de force pour gagner sur des points de rupture, n'a fait que renforcer les logiques électoralistes. A bien des égards, les stratégies de la NUPES, puis celle du "Nouveau Front Populaire" ont continué de semer des illusions institutionnelles, dont se nourrit l'extrême-droite. En 2019/2020, lors de la première réforme des retraites de Macron, la solution au problème était toute trouvée : les élections de 2022. En 2023, lors de la seconde réforme des retraites, la solution était cette fois d'attendre du parlement qu'il censure le gouvernement. En 2024 et début 2025, à la suite de la dissolution, pas un jour sans que cette même "gauche" ne nous serve un espoir illusoire venant des institutions : une nouvelle dissolution, une destitution du Président, un vote gagné à l'Assemblée... Tout cela, pour que depuis fin 2026 le PS (réhabilité par nos soins) reprenne son rôle de béquille du système en faisant passer le budget Lecornu... Quelle aubaine pour Le Pen et Bardella !

## **Nos responsabilités de Communistes**

Communistes, nous ne pouvons faire l'impasse sur nos responsabilités et l'action de la direction du Parti face à cette dérive liberticide et fascisante du pouvoir. Et au risque de paraître sévère, la lucidité impose de constater que, lors de chaque moment de crise, la direction de notre Parti est systématiquement incapable de résister au rouleau compresseur de l'idéologie dominante :

- En 2015, au nom de l'Unité nationale fasse au terrorisme, notre groupe communiste à l'Assemblée a voté unanimement la prorogation de l'état d'urgence.
- En 2020/2021, lors de la crise du COVID, elle a été incapable de construire une opposition progressiste aux privations de libertés imposées par le gouvernement (quand elle ne les a pas directement soutenues), y compris quand il était pourtant clair, au moins dès l'été 2020, que le pouvoir macroniste, loin de prendre des mesures sanitaires efficaces, utilisait la situation pour opérer un nouveau tour de vis sécuritaire, habituer les esprits à des logiques autoritaires, imposer de nouveaux reculs sociaux et transférer des centaines de milliards du travail vers le capital. Par ce renoncement, elle a laissé le terrain de la contestation soit à des illuminés, soit à l'extrême droite qui en a profité pour distiller son venin.
- En 2022, face à l'intervention russe en Ukraine et à la flambée belliciste en France, la direction du Parti aura non seulement été incapable de porter la voix de la Paix, mais aura été incapable de ne pas s'opposer à l'"effort de guerre", allant même jusqu'à légitimer la présence de la France au sein de l'OTAN.
- Après le 7 octobre 2023, où pendant des semaines elle sera incapable de porter une position courageuse, alors que le simple soutien aux droits du peuple palestinien était criminalisé par le pouvoir.

Sur un autre plan, depuis ses prises de fonction en 2018 comme Secrétaire national de notre

Parti, Fabien Roussel n'a cessé de reprendre à son compte le débat permanent sur la sécurité imposé par la droite et l'extrême-droite, jusqu'à participer en 2021 à la manifestation organisée par les syndicats policiers d'extrêmes-droites. Si son objectif était de retourner ce débat dans un sens progressiste, force est de constater que c'est un échec.

Ainsi, face à ce péril imminent, la défense et la reconquête des libertés démocratiques sont devenues aujourd'hui un enjeu majeur de la lutte des classes en France et le PCF doit redevenir le fer de lance de ce combat.

1. Le PCF doit avoir le courage de porter une voix radicalement opposée à l'idéologie dominante, même seul. Il faut rompre avec l'idée que nous pouvons reprendre à notre compte tous les débats imposés par la bourgeoisie pour tenter de les influencer. Nous devons au contraire imposer nos propres mots d'ordre et nos revendications.
2. Notre parti doit lancer une bataille politique et idéologique d'ampleur sur le thème de la dérive autoritaire du système capitaliste et pour la reconquête des libertés individuelles et collectives. Nous sommes inaudibles sur cette question alors qu'il s'agit d'un point crucial du combat de classe et de notre capacité de réaction aux attaques du système contre nos conquêtes sociales.
3. Pour lutter contre l'extrême droite, il faut définitivement abandonner toutes les postures moralisatrices et redonner au combat contre le fascisme sa dimension de classe : l'extrême-droite n'a qu'un objectif, défendre des intérêts de la classe possédante. Nous devons à l'inverse redevenir le grand parti des travailleurs en mettant la priorité sur les questions matérielles du quotidien et en nous réorganisant dans les entreprises et dans les quartiers.
4. Nous devons engager un débat en interne sur la question du front républicain et de notre participation. Si nous reconnaissons qu'historiquement le centre et la droite ne sont pas équivalents à l'extrême-droite, les choses ont beaucoup évolué en quelques années. Par exemple, pouvons-nous continuer d'appeler à soutenir un candidat LR face au RN quand les deux tiennent les mêmes discours ? Les fronts républicains pratiqués désormais à chaque élection, sans aucune réflexion politique, donnent du grain à moudre au RN pour se présenter en seuls opposants au système.

### 3.

## COMBATTRE L'UNION EUROPÉENNE DU CAPITAL

Il y a 20 ans, nous rejetons massivement le projet de Constitution Européenne. Véritable vote de classe (79 % des ouvriers, 67 % des employés, 71 % des chômeurs, 70 % des agriculteurs), la victoire du NON lors du référendum du 29 mai 2005, constituait une véritable déroute pour les promoteurs de l'Union Européenne (PS, Verts, droite et libéraux réunis dans une véritable Union Sacrée) malgré une campagne de propagande intensive de l'intégralité des médias dominants. Très largement porté par les questions sociales, ce vote portait en lui le rejet des directives de privatisation, du dumping social, de la destruction de notre industrie, des délocalisations, des politiques d'austérité au nom de l'Euro, bref de toutes les politiques de régression imposées aux peuples d'Europe au nom de Maastricht et des impératifs européens.

La suite est connue : les dispositions de la constitution européenne furent adoptées de manière autoritaire par le traité de Lisbonne en 2008, entérinant au passage le vote à majorité qualifiée pour le Conseil de l'Union Européenne et le renforcement du caractère supranational de l'UE.

Plus largement en Europe, partout où les gouvernements ont tenté de renforcer l'intégration européenne par référendum, ceux-ci se sont soldés par des échecs (France, Pays-Bas, Irlande, Danemark) quand ils n'ont pas été annulés d'avance (Suède, Danemark, République Tchèque). À cela s'ajoute le référendum en Grèce (2015), à la suite à la crise de la zone euro, et le Brexit (2016).

**Les illusions doivent être dissipées, la violation de la démocratie et de la souveraineté n'est pas un accident amendable du projet européen, elle est le fondement de même de l'Union Européenne.**

Depuis, les partisans de l'UE du Capital ont pris note de l'opposition des peuples et l'intégration européenne s'est largement poursuivie à l'écart du débat public, en utilisant à fond l'arsenal des traités existants, à grands coups de directives et de commissions obscures influencées par les lobbies patronaux.

Ainsi, à la faveur de la crise financière de 2008, qui a vu s'effondrer une grande partie du secteur bancaire et financier européen, l'UE s'est mise plus nettement encore au service du Capital, au nom du "sauvetage" de l'économie et des banques privées dont la valeur des actifs financiers toxiques s'étaient effondrés. Mais ladite opération de "sauvetage" du secteur bancaire et financier s'est rapidement transformée en une vaste opération de "plumage" au profit de la finance européenne. "Plumage" des budgets publics d'abord, avec l'envolée des taux d'intérêts de la dette des États, qui a mis plusieurs États européens en difficulté pour financer leur déficit public. Le peuple grec en sait quelque chose, saigné à blanc par les créanciers privés grâce à l'appui de la BCE et de la Commission Européenne.

Puis, à la suite de la crise des dettes souveraines, la Banque Centrale Européenne a engagé un vaste plan de relance monétaire afin de faciliter le financement de déficits publics des États, motivée par le risque de déflation qui menaçait alors la rentabilité du Capital en Europe. Au total, l'énorme quantité de monnaie créée par la BCE (5 000 milliards d'euros entre 2015 et 2022) a permis de stabiliser les cours financiers, voire de les faire repartir à la hausse avant la crise COVID. Elle a alimenté directement la spéculation financière, sans

jamais à répondre aux besoins sociaux des populations. Par la suite, à la sortie de crise du COVID, l'inflation inédite depuis trente ans a miné le pouvoir d'achat des salariés.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les mandats d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne depuis 2019 qui, à la faveur de la crise COVID, a fait rentrer de nouveau l'UE dans le débat public, comme support à la politique du Capital :

- Après avoir été un acteur déterminant pendant des années de la casse des systèmes de santé nationaux, nous avons vu l'UE prendre en 2020, pour la première fois, le rôle de "centrale d'achat" des fournitures médicales (dont les vaccins payés à prix d'or aux multinationales américaines Pfizer et Moderna), préparant le terrain à la prise en charge au niveau européen de l'approvisionnement énergétique en 2022 dans le cadre du conflit ukrainien.
- En juillet 2020, le *Plan de relance européen* (800 milliards d'euros) a servi de support aux États européens pour déverser de nouveau des centaines de milliards dans les poches du patronat au nom du "soutien aux entreprises". Ce sont ces mêmes milliards que l'on demande aujourd'hui aux travailleurs de rembourser au nom de la résorption de la dette publique.
- En 2025, le plan *ReArm Europe* a répondu directement aux injonctions américaines de faire passer les dépenses militaires des états européens à 5% du PIB d'ici 2035. Pour la France, cela équivaut à faire passer le budget de l'armée à 172 milliards d'euros par an d'ici dix ans (contre 62 en 2025).
- Enfin, en juillet 2025, c'est l'UE elle-même qui a négocié au nom des États l'accord commercial ubuesque avec l'administration Trump, permettant aux USA d'imposer des droits de douane sur les produits européens à hauteur de 15%, en échange d'une taxation à 0% des produits US importés en Europe, d'un achat de 750 milliards de dollars des produits énergétiques américains, de 40 milliards de dollars de puces d'intelligence artificielle, de matériel militaire et d'un investissement de 600 milliards de dollars aux USA d'ici 2028.

Bref, l'UE continue d'être ce qu'elle a toujours été depuis sa création : un instrument du Capital pour asservir les peuples, les déposséder de leur souveraineté au profit des *trusts*, organiser leur mise en concurrence, liquider leurs services publics... En définitive, servir d'organisateur et de prétexte des politiques anti-sociales partout en Europe.

**Communistes, nous avons la responsabilité de porter la contestation sans concession de l'UE et de ses directives, en refusant l'escamotage des questions économiques centrales à Bruxelles, et en portant de manière claire la rupture avec l'UE, la BCE et l'Euro.** Cet objectif, indispensable à la mise en place d'une politique de rupture ne peut être portée que par une organisation révolutionnaire. Il constitue un des antagonismes fondamentaux avec la social-démocratie, dont l'allégeance au projet européen est le cache-sexe de leur soumission au Capital. Même LFI a très largement mis en sourdine l'opposition de façade à l'UE qu'elle avait prétendu incarner pendant un temps.

Ainsi, après vingt-cinq ans de virage "euro-constructif", il est plus que temps que le PCF reprenne le chemin ouvert par des décennies de lutte contre l'Union Européenne supranationale, depuis notre opposition à la Communauté Européenne du charbon et de

l'acier en 1951, à la Communauté Européenne de défense en 1954, au Traité de Rome en 1957, à l'Acte unique en 1986, à Maastricht en 1992 et à l'Euro à la fin des années 90.

**Affirmons clairement que "l'Europe sociale", comme la "refonte démocratique de l'Europe" sont des leurres, car les institutions européennes, conçues par et pour les capitalistes, ne sont pas réformables ! Sortons du Parti de la Gauche Européenne (PGE), organisation de promotion d'une "construction européenne de gauche", que quasiment tous les partis communistes européens ont refusé de rejoindre ou ont quitté ces dernières années.**

Qu'on le veuille ou non, le cadre national constitue encore et pour longtemps le cadre principal de la lutte des classes, le cadre dans lequel les travailleurs ont forgé de longue date leurs organisations, leurs liens de solidarité, leur Histoire commune. Dans lequel ils ont conquis, souvent de haute lutte, les libertés démocratiques et les avancées sociales. Partout en Europe, il reste le cadre dans lequel les travailleurs construisent des rapports de force pour faire aboutir leurs revendications. Ce n'est pas vrai à l'échelle européenne ou à l'échelle régionale. Il reste encore aujourd'hui le seul cadre permettant d'engager une rupture ouvrant la voie au socialisme.

C'est bien pour cette raison, que le Capital a poussé depuis 1945 à l'intégration des nations dans des blocs régionaux, tantôt alliés, tantôt rivaux, afin de placer le niveau de décision à l'échelon le plus éloigné possible des travailleurs et de répondre au besoin des multinationales. En cela, l'Union européenne supranationale en est le modèle le plus abouti. C'est fort de cette analyse que le Parti communiste français s'est opposé avec une grande lucidité en 1976 à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, *"face au risque de voir les institutions parlementaires française dessaisies progressivement de leurs pouvoirs au profit d'un organisme où le grand capital est assuré de trouver un appui solide"*, comme il s'est opposé en même temps à *"toute tentative de porter atteinte à la souveraineté nationale en étendant les pouvoirs de l'Assemblée européenne"*.

Le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une dimension centrale du combat internationaliste qui est au cœur de notre engagement. Il est incompatible avec l'UE dont la raison d'être est de dessaisir les nations de leur souveraineté.

En cela, il est un non-sens dangereux de laisser à l'extrême-droite le monopole de la critique de l'Union Européenne, sur une base essentiellement xénophobe et démagogique, même si pour rassurer les milieux d'affaire, le RN a très largement édulcoré sa critique de l'UE. Loin d'être un rempart au fascisme, l'Europe prétendument "libérale" et technocratique jette dans les bras des partis d'extrême-droite les couches entières de la population qui sont victimes de ses politiques et qui ne trouvent à gauche aucune organisation portant leur colère. D'ailleurs, quand ces mêmes partis d'extrême-droite arrivent au pouvoir, comme en Italie ou au Pays-Bas, ils s'accommodent très bien des institutions européennes et réciproquement.

Enfin, à l'heure où Macron se fait le chantre d'une "Europe de la défense" et propose une "européanisation" de la dissuasion nucléaire, accentuant le risque lourd de l'engrenage atomique, la responsabilité du PCF doit être d'organiser le combat contre cette politique de mort. Les politiques de défense de l'UE et l'OTAN sont inséparables étant donné leurs fondements mêmes. Si nous combattons l'impérialisme US et sa folie meurtrière, ce n'est certainement pas pour nous satisfaire d'un impérialisme au couleur de l'UE !

## 4.

# **SORTIR DE LA LOGIQUE RÉFORMISTE, CONSTRUIRE DES AXES DE LUTTES DE RUPTURE**

Le PCF, en tant qu'organisation révolutionnaire, assume comme objectif la conquête du pouvoir politique (par les travailleurs, et non par "la gauche"). Mais comme à d'autres périodes de l'Histoire, il peut jouer un rôle plus décisif dans l'opposition qu'en recherchant à tout prix des strapontins dans les institutions.

**En cela, la différence politique entre une ligne réformisme et ligne révolutionnaire reste fondamentale.** Depuis les années 90 et l'effondrement du camp socialiste, l'illusion réformiste des partis socio-démocrates a depuis longtemps été démasquée partout en Europe. Ces partis ne peuvent plus se prévaloir de l'obtention de réformes (gagnées en fait principalement dans les luttes, par l'action des organisations révolutionnaires), encore moins être à l'origine d'une quelconque avancée sociale. Ils ne peuvent se révéler être chose que la roue de secours politique du Capital, quelle que soit l'épaisseur du vernis de radicalité dont se parent ces organisations. Combien d'exemples, de Hollande en France à Tsípras en Grèce ?

Mais force est de constater que la ligne directrice du programme économique du Parti reste profondément ancrée dans les mêmes concepts réformistes fumeux qui ont servi de support à la mutation du Parti dans les années 1990 et les a même aggravés, à commencer par l'idée de faire baisser le "coût du Capital" et d'imposer la "sécurité-emploi-formation".

De fait, la rhétorique sur le "coût du capital", révèle la manière dont le Parti appréhende aujourd'hui – théoriquement et pratiquement – le capitalisme contemporain. Selon ces économistes "maison", depuis les années 1980, l'économie française serait victime d'un "coût du Capital" trop élevé, responsable de la faiblesse de l'investissement productif (et donc de l'activité économique et de l'emploi en berne) et de la compétitivité des entreprises nationales – en dépit des dividendes élevés. La rhétorique est simple et astucieuse, peut-on penser à première vue. Il s'agit de renvoyer la balle au Capital qui répète, du matin au soir, que les difficultés de l'économie française sont dues à un coût du travail trop élevé. Toutefois, c'est oublier que dans le monde capitaliste, jouer ainsi la symétrie entre le coût du travail et le coût du Capital n'a pas grand sens. Si le travail est un coût bien compris pour les capitalistes, qu'ils souhaitent évidemment le plus bas possible afin d'augmenter la plus-value (absolue) extraite sur le travail, on ne voit pas bien pour qui le Capital constituerait un coût... Certainement pas pour les capitalistes, pour qui ce "coût" doit être le plus élevé possible parce qu'il est la source de leurs revenus et de leur domination. Sauf à supposer qu'il existe, d'un côté, des capitalistes (voir différents types de capitalistes) et, de l'autre, des entreprises.

Ainsi, accepter le terme de "coût du Capital" impliquerait d'admettre que les entreprises font face à deux types de coûts bien distincts : un "coût économique" et un "coût financier". Leur coût économique correspondrait à ce qu'elles doivent payer pour augmenter leur capital fixe installé (notamment des machines) et pour remplacer leur capital fixe déprécié<sup>2</sup>. Le coût financier des entreprises correspondrait à ce qu'elles doivent verser en intérêts à leurs prêteurs (notamment les banques) et en dividendes à leurs actionnaires. En soustrayant le coût économique au coût financier, on pourrait calculer un éventuel "surcoût du Capital". Si

---

<sup>2</sup> Et ce "coût" est d'ailleurs facilement mesuré (en valeur) par la comptabilité nationale à travers la "Formation Brute de Capital Fixe".

celui-ci est positif, on conclurait ainsi que le coût du Capital est trop élevé et que le coût économique supporté par les entreprises serait le seul qui soit jugé légitime, du fait qu'il permette de financer leurs investissements et de contribuer à la création de richesse nationale. Dans ces conditions, l'objectif serait pour nos économistes de réduire autant que possible le coût financier pour réduire le coût du Capital. Tout ceci est merveilleux et reviendrait à ce que les prêteurs et/ou les actionnaires acceptent de financer l'investissement des entreprises sans réclamer d'intérêt ni de profit à la fin du cycle productif. "Moraliser le capitalisme", appeler les capitalistes à plus de tempérance dans la manière de gérer leurs affaires, voilà une idée neuve ! Marx et Engels avaient fait sortir le mouvement ouvrier du socialisme utopique il y a plus de 170 ans, voici que nos économistes nous y replongent...

Dans ces conditions, les thuriféraires du coût du capital sont eux-mêmes contraints de reconnaître qu'il y a une certaine part du coût financier, et donc de l'intérêt et/ou du profit, qui serait acceptable ou légitime, quitte à reprendre l'un des plus vieux poncifs du capitalisme : le fameux "risque entrepreneurial". Et ce risque étant, par nature, impondérable, on ne sait pas quel niveau de profit serait finalement acceptable : 5 %, 10 %, 15 % ? Ainsi toute la réflexion théorique autour de la notion de "coût du Capital" aboutit à l'impensable : justifier l'existence du capitalisme plutôt que de trouver des moyens d'en sortir !

La sécurité-emploi-formation, quant à elle relève de la même rhétorique simple et d'apparence louable : face au constat que le chômage touche en priorité les travailleurs non-qualifiés et que la probabilité d'être employé augmente avec le niveau de diplôme ou de formation, on propose un droit universel à l'emploi et à la formation.

Ce dispositif pour l'emploi contient son lot de propositions creuses : "sécuriser le contrat de travail" réformer France Travail pour en faire un "pôle public de l'emploi", organiser à l'échelle du territoire des débats et des conférences territoriales et nationales... La véritable mesure concrète étant garantir à tous (salariés et chômeurs) un droit à la formation continue couvrant 10 % du temps de travail annuel.

Cependant, on renoue ici avec les illusions de la planification française d'après-guerre : une planification indicative et "démocratique", l'État jouant le rôle d'arbitre des décisions privées. Autant d'illusions qui se sont effondrées dès les années 1980, quand les capitalistes ont commencé à refuser de se faire dicter les règles par un État prétendant pouvoir mieux gérer leurs affaires qu'eux-mêmes. De même, la deuxième illusion est de penser que ce dispositif puisse faire baisser le chômage pour atteindre le plein-emploi. En suivant leur logique, il suffirait d'augmenter le nombre de travailleurs qualifiés (correspondant aux besoins des entreprises) pour diminuer le nombre de chômeurs en France. Mais que faire si les capitalistes ne veulent pas embaucher plus de travailleurs (même plus qualifiés) parce qu'ils jugent qu'ils n'en ont pas besoin et qu'au contraire un taux de chômage important leur permet de maintenir des salaires faibles ? **Voilà l'illusion toute social-démocrate de la "sécurité-emploi-formation" : elle implique que les capitalistes y adhèrent, donc qu'ils y aient intérêt.**

Enfin, c'est surtout sur le financement que le bât blesse, reprenant la logique de modulation des cotisations patronales pour les entreprises adoptant un comportement "éthique" en matière sociale (soit qu'elles exploitent un peu moins que les autres, soit qu'elles emploient plus) en réorientant un large pan des exonérations de cotisations (75 milliards en 2024) et les transférant ces sommes au Fonds National pour l'Emploi – Formation.

Tout ceci est merveilleux... Sauf pour des communistes qui pensent que l'État et les travailleurs n'ont rien à payer aux entreprises, "vertueuses" ou non ! La seule chose à faire est de réallouer les exonérations de cotisations patronales indûment détournées, au budget de la Sécurité sociale. Ici encore, la direction du Parti réduit à néant la singularité des communistes en adoptant tous les marqueurs inconséquents de la gauche institutionnelle : l'économie sociale et solidaire, la RSE, l'Europe sociale, voire de la "flexisécurité de gauche"...

Loin d'être des "idées généreuses difficilement applicables", ces concepts politiques sont au cœur du renoncement réformiste des directions du Parti depuis 30 ans. **Et ce n'est pas par hasard, si le programme *Les jours heureux* considère que le but ultime de de son "projet révolutionnaire" est "une société sans chômage", en lieu et place d'une société sans classe et sans exploitation capitaliste.**

Au contraire, rompre avec le réformisme, c'est retrouver la place du PCF au cœur des luttes, qui sont à la fois l'expression des besoins des travailleurs et la condition indispensable à la réalisation d'un programme de rupture. Le rôle du Parti ne peut pas se cantonner à un soutien de témoignage ou à une prise de parole bienveillante, de nos élus sur les piquets de grève. Le rôle des militants communistes est de travailler à faire converger les luttes, à affiner les revendications, à leur donner la dimension politique dont elles ont besoin pour gagner. Sortir de la logique réformiste, c'est s'attaquer au cœur du mode de production capitaliste : la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est en construisant ces axes de rupture que deviendra concrète la perspective révolutionnaire du socialisme.

## **Les retraites, la Sécurité sociale :**

Si les dernières batailles nationales d'ampleur dans le pays (2019-2020 et 2023) ont porté sur les retraites, et si trois ans après son adoption la réforme de 2023 est toujours contestée, c'est parce que les travailleurs en ont fait un enjeu de classe central de la période.

Pour être efficace, le rôle du PCF doit être d'aider les travailleurs à porter des revendications précises, immédiatement réalisables et qui s'appuient sur la situation réelle du rapport de force, sans chercher à contourner les obstacles. C'est pourtant exactement le contraire qui se produit depuis des années au gré des programmes et des alliances électoralistes. En ne parlant plus que de l'âge légal (et encore, la retraite à 60 ans ne devenant plus dans le programme du NFP qu'un objectif lointain), les questions de la décote et du nombre d'annuités (porté à 43 ans sous Hollande) ont été complètement abandonnées, alors que ce sont les principaux facteurs de diminution des pensions et qu'ils obligent des centaines de milliers de salariés à travailler au-delà de leur âge d'ouverture des droits chaque année.

Le rapport de force existe pour imposer l'abrogation des contre-réformes Balladur, Fillon, Woerth, Touraine et Borne permettant un retour à la retraite à 60 ans à taux plein, avec 37,5 annuités de cotisation, la suppression de la décote et la mise en place d'un système de départ anticipé à 55 ans, voire 50 ans, pour tous les métiers pénibles. À nous de porter cette ambition !

Mais plus largement, la question des retraites pose la question du financement de l'ensemble de la Sécurité sociale, historiquement basée sur le salaire socialisé à travers la cotisation sociale.

Nous devons non seulement battre en brèche l'idée d'autres systèmes concurrents (retraites par points, capitalisation) mais aussi trouver d'"autres sources de financement pour la sécu",

ce qui légitime l'idéologie de la baisse du coût du travail. Ce qui doit déterminer le niveau des cotisations sociales, c'est ce qui est nécessaire pour répondre aux besoins sociaux de la population, pas les besoins de rentabilité des entreprises. Si les cotisations doivent augmenter pour répondre à ces besoins, nous devons porter leur augmentation ! Mais avant tout, en mettant fin aux plus de quatre-vingts milliards d'exonérations de cotisations sociales (dont une bonne partie sont issues de gouvernements prétendument de "gauche" à travers les lois Aubry et le CICE), toutes les caisses seraient largement excédentaires, sans même avoir à augmenter les taux de cotisation. Entre le début des années 80 et aujourd'hui, le taux effectif de cotisation sur un SMIC est passé de 45 % à seulement 7,2 %. Voilà le cœur du problème !

Ainsi, la question n'est pas de conditionner ces exonérations à des "critères sociaux et environnementaux" nébuleux, mais bien leur suppression pure et simple ! De même, prétendre "moduler les cotisations sociales" en fonction de critères "vertueux" des politiques d'entreprise entre directement dans la même logique, puisqu'elle fait dépendre le salaire socialisé des travailleurs de paramètres sur lesquelles les grandes entreprises ont totalement la main. N'importe quel syndicaliste sait à quel point la mise en place d'une "responsabilité sociale et environnementale" ou d'un protocole sur la "qualité de vie au travail", constituent des outils d'enfumage pour permettre au patronat (et à leurs organisations de collaboration de classe) de se donner un vernis "social" à peu de frais. Veut-on demain faire dépendre le financement de la Sécu de ce genre de sornettes ?

Enfin, pour redonner son caractère politique à la Sécurité sociale, nous devons imposer un retour à une gestion démocratique, grâce à l'élection d'administrateurs salariés qui soient en majorité dans la gestion des caisses, comme cela était le cas avant les ordonnances de 1967.

## **L'industrie :**

Malgré des décennies de casse, la France reste un pays industriel important, mais qui aujourd'hui finit par être dépecé de ses outils de production par le patronat (et dans la plupart des cas par des capitalistes français). Dans l'automobile, la chimie, la métallurgie, l'industrie pharmaceutique, l'électronique, l'agroalimentaire, le risque à court terme est de voir des pans industriels entiers disparaître et, avec eux, les savoir-faire et les qualifications.

Face à cette situation, la direction du Parti doit arrêter de réclamer des "fonds d'avance", des "prêts à taux 0 %", etc. qui reviennent systématiquement à légitimer l'engraissement du Capital sur fond public et à faire rembourser cette dette par les travailleurs. De même, les déclarations frileuses sur "l'entrée de l'État au capital" ou la "nationalisation provisoire" doivent cesser. Elles légitiment le fait que c'est l'argent public qui devrait compenser des années pendant lesquelles les capitalistes ont préféré se gaver de dividendes au détriment de l'outil productif.

La défense et la reconquête de l'outil industriel passent par :

- **La reprise en main de la politique industrielle par la nation elle-même afin de répondre à ses besoins ! Elle passe par la nationalisation intégrale, définitive et sans compensation de la grande industrie (et pas seulement de celle en difficulté).**
- **Des moyens pour l'Éducation Nationale et singulièrement pour l'enseignement technologique et professionnel.**

- **Des moyens pour l'enseignement supérieur et des écoles d'ingénieurs publiques qui permettent de maintenir et de développer l'outil industriel d'aujourd'hui et de demain.**
- **Des moyens pour la recherche publique afin de maintenir un outil industriel d'avenir.**

## **Dans les entreprises**

Sans même avoir à remonter aux décennies précédentes (flexibilité et annualisation du temps de travail à travers les lois Aubry), la décennie 2010 a été marquée par une succession de mauvais coups contre le droit du travail, qui constituent une bonne partie de l'"héritage" du PS au pouvoir entre 2012 et 2017 (et des Verts jusqu'en 2014). Loi sur les PSE en 2013, loi Macron I et loi Rebsamen en 2015, El Khomri en 2016, autant d'attaques qui auront servi de support aux ordonnances Macron en 2017, puis à toute une série d'attaques contre les droits collectifs et individuels des salariés, la médecine et l'inspection du travail.

Cœur de l'antagonisme Capital/Travail, chaque lieu de travail constitue un champ de bataille partiel sur lequel repose le rapport de force national. C'est en faisant l'expérience de la lutte dans l'entreprise que les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts de classe et deviennent acteur d'une démarche politique de progrès social. C'est le rôle du PCF de repolitiser les relations de travail, de combattre les illusions cogestionnaires et la collaboration des organisations syndicales réformistes, le fameux "dialogue social".

En France en 2026, les conditions de travail continuent à se détériorer. Dans les métiers ouvriers, les nouvelles technologies qui devraient alléger la charge des femmes et des hommes, sont au contraire souvent utilisées comme des moyens d'intensification des cadences et du flicage. La casse du Code du travail et les attaques contre les organisations syndicales de classe laissent le champ libre à l'arbitraire patronal. Les métiers administratifs et d'encadrement, après avoir subi l'effacement de toute barrière entre vie professionnelle et vie personnelle du fait des nouvelles technologies et du télétravail, subissent aujourd'hui de plein fouet leur mise en concurrence par le patronat grâce au développement de l'intelligence artificielle.

**Pourtant, dix ans après la loi El Khomry, force est de constater qu'aucune force politique ne porte réellement le combat du travail et des conditions de sa réalisation, encore moins celui du travail ouvrier au sens large.**

Le PCF doit redevenir le Parti du monde du travail en portant ce combat à tous les niveaux, des entreprises jusqu'à l'Assemblée, autour d'axes structurels qui concernent des millions de travailleurs :

- **Augmenter les salaires et transformer les primes en salaire de base, soumis à cotisations.**
- **Éradiquer la pénibilité au travail.**
- **Mettre un terme à la sous-traitance des activités.**
- **Faire baisser le temps de travail, à la fois en temps absolu mais aussi en amplitude (*il n'est pas admissible en 2026, qu'une femme de ménage à temps partiel puisse faire des journées de 13 heures en 3 vacations tout en étant payé à 2/3 du SMIC*).**

- **Sanctionner sévèrement le non-paiement des heures supplémentaires.**
- **Combattre le travail dissimulé qui gangrène de larges pans de la société et poursuivre ses auteurs comme ses bénéficiaires.**
- **Doubler à minima les moyens pour l'Inspection du travail et renforcer ses prérogatives.**
- **Rétablir l'autorisation administrative de licenciement et abroger les lois de 2013 relative à la "sécurisation de l'emploi", les lois Macron I, Rebsamen, El Khomri et les ordonnances Macron de 2017, ainsi que le timbre de 50 € mis en place (grâce au PS) en mars 2026 pour saisir les Prud'hommes.**

## **Les services publics**

Pour nous communistes, la question des services publics est essentielle parce qu'ils constituent un point de résistance fondamental au marché capitaliste, une première étape dans l'appropriation publique des moyens de production, le socle d'un développement de l'économie basé sur la réponse aux besoins. Il s'agit des conquêtes du mouvement ouvrier dans lesquelles le PCF a systématiquement joué un rôle déterminant. De même, les statuts des personnels, quand ils n'ont pas été liquidés dans la dernière période, continuent de constituer une référence sociale pour l'ensemble des salariés. La capacité de mobilisation et d'entraînement des salariés du secteur public est un atout déterminant pour l'ensemble du mouvement social.

Ainsi, communistes, nous ne pouvons rester l'arme au pied face à la privatisation "à la découpe", actuellement en cours à la SNCF et à la RATP. Il y a une différence de traitement incompréhensible entre la campagne intense de pétition en 2019 contre la vente d'une partie de capital d'Aéroport de Paris (qui avait déjà été largement privatisé lors de son passage en SA en 2005), qui déjà portait en lui une démarche institutionnelle (un débat à l'Assemblée, hypothétiquement suivi d'un référendum d'initiative partagée), et l'absence d'initiative politique conséquente contre la privatisation actuelle des TER ou du réseau bus de la RATP qu'empruntent pourtant des millions de français chaque jour.

Là encore, bien qu'elle s'en défende, la direction nationale du PCF est loin d'être sortie de ses ambiguïtés issues de la mutation, qui lui ont fait accepter l'avalanche de privatisations de la Gauche plurielle et encore moins de ses ambiguïtés vis-à-vis des exécutifs locaux dominés par le PS, auxquels elle participe, et qui ne rechignent jamais à accompagner les privatisations.

**La notion même de "pôles publics" mis à toutes les sauces, est révélatrice de cette ligne politique indéboulonnable depuis trente ans. Les "pôles publics" ne remettent jamais en question l'existence d'entreprises capitalistes dans un secteur, au contraire, ils la légitiment !** Le rôle de ces "pôles publics" serait de servir d'"aiguillon" (dixit "*les jours heureux*") au reste de la production capitaliste, légitimant ainsi la propriété des moyens de production, y compris dans des secteurs encore totalement nationalisés il y a peu. C'est intenable !

**Enfin, face à la politique de destruction de l'Éducation Nationale, nous proposons que le Parti soit à l'initiative d'une grande campagne pour l'arrêt du financement par l'État de l'enseignement privé et pour la réorientation intégrale de ces financements vers l'École publique.**

## 5.

# LA NÉCESSITÉ DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DANS LE COMBAT DE CLASSE

## Le nécessaire bilan de trente années de "mutation"

**Tirer les leçons du passé, ce n'est pas "conduire en regardant dans le rétroviseur", c'est justement éviter d'aller droit dans le mur !** Pourtant, congrès après congrès, c'est ce nécessaire bilan des choix structurels effectués dès le milieu des années 90, que les directions successives du Parti ont systématiquement refusé de faire. Ce véritable "refus d'obstacle" découle du fait qu'en dépit des divers changements "stratégiques" apparents des trente dernières années, les fondamentaux de la *Mutation* restent le cadre politique de la direction du Parti jusqu'à aujourd'hui.

Pour beaucoup, les signataires de ce texte se sont opposés dès les années 1990, puis dans les années suivantes, à la *Mutation* réformiste du PCF et nous renvoyons aux analyses contenues dans nos textes précédents pour ce qui est la caractérisation détaillée de ce processus historique. Nous ne ferons ici que quelques rappels :

Ce que nous appelons la mutation-liquidation du PCF correspond à une phase qui débute dans les années 1990 sous la direction de Robert Hue, dont l'ouvrage *Communisme : la mutation* officialise le virage réformiste du Parti. Sous couvert de "modernisation post-soviétique", la mutation a consisté en la négation le caractère révolutionnaire, de classe et de masse du PCF, remettant en cause l'apport historique du mouvement communiste, pour favoriser son rapprochement avec les forces réformistes. Elle s'est traduite par l'abandon des fondamentaux marxistes et léninistes, par l'abandon de l'objectif du socialisme, et son remplacement par des concepts gazeux comme le "dépassement du capitalisme", ouvrant la voie à une dilution du Parti dans la gauche institutionnelle. Le congrès de Martigues, en 2000, marque une accélération de ce processus. La construction européenne n'est plus remise en cause, au profit d'une illusoire "réorientation sociale de l'UE", apanage historique du PS. Sur l'organisation, le choix d'en finir avec la structuration originale du PCF, centrée sur la cellule et priorisant l'action politique sur les lieux de travail, va conduire à un effondrement du nombre d'adhérents (officiellement 130 000 en 2006 contre 590 000 en 1994) et à une nette évolution de classe du Parti, dans lequel ouvriers et employés vont devenir très nettement minoritaires. Évolution qui n'est pas étrangère, au changement de sa ligne politique...

C'est à cette époque et dans ce cadre politique que vont être forgées les nouvelles orientations "économiques" fumeuses décrites précédemment : Sécurité Emploi Formation, pôles publics, réorientation de la BCE... Autant de concepts qui continuent à être la base programmatique commune tant de la direction "Roussel", que des promoteurs du texte "*Nous voulons le communisme partout*".

C'est cette ligne politique qui a conduit la direction du PCF entre 1997 et 2002 à participer au gouvernement de la *Gauche plurielle* dirigé par Lionel Jospin et à accepter (voire à théoriser !) l'avalanche de privatisations, la flexibilité du travail, les exonérations de cotisations, les traités d'Amsterdam et de Nice, la mise en place de l'Euro, etc. Jean-Claude Gaysot, ministre "communiste" des transports, sera le symbole de cette gestion loyale des intérêts du Capital (également soutenue par le ministre Mélenchon) : ouverture du capital d'Air France, privatisation de France Télécom, poursuite de la scission de la SNCF...

Autant d'hérésies qui conduiront logiquement à la débâcle de 2002, mais qui dans les faits ne seront jamais démentis, puisque dès 2004, la direction du Parti participera à quasiment tous les exécutifs régionaux dominés par le PS, déclinant régionalement la même politique que la *Gauche plurielle*.

En 2005, la campagne victorieuse pour le "NON" au référendum sur la Constitution européenne aurait pu être l'occasion pour le PCF de retrouver sa raison d'être et une assise auprès des travailleurs. Mais très vite, la direction s'est embourbée dans son orientation *euro-constructive*, s'obstinant à légitimer l'intégration européenne en se donnant comme objectif de renégocier la constitution européenne que les travailleurs français venaient pourtant de jeter dans les poubelles de l'Histoire.

Sur le plan stratégique, l'expérience des "collectifs antilibéraux" marquera une nouvelle étape dans le processus d'effacement du Parti. Non pas cette fois dans une alliance avec le PS, mais dans des structures vaporeuses, où différentes composantes de la gauche dite radicale ou écologiste se retrouvent et où les positions communistes sont inexistantes.

L'expérience se conclura par un échec cuisant, mais n'empêchera pas pour autant la direction de récidiver avec la constitution du Front de Gauche en 2008, à l'occasion duquel, sans demander l'avis des communistes, la direction du Parti signera un accord avec Mélenchon qui venait tout juste de quitter le PS, après trente-deux ans de bons et loyaux services.

La suite est connue. Nos forces militantes et nos moyens financiers lui ont donné une visibilité nationale et les moyens d'imposer ses pratiques politiciennes. Mélenchon va utiliser le PCF comme tremplin, profitant de notre structure militante et de nos ressources financières pour s'imposer sur le devant de la scène politique nationale. En 2017, quand Mélenchon sentira qu'il n'a plus besoin du Parti, il assumera la rupture, assènera que le PCF est "la mort et le néant" et laissera une ardoise de 500.000 euros aux adhérents du PCF...

Force est de constater qu'à toutes ces étapes, de nombreux communistes (dont nous faisons partie) n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme sur ces choix politiques mortifères, sans jamais être écoutés...

## **Les illusions identitaires de Fabien Roussel, nouvelle étape de la mutation**

Le 38<sup>e</sup> congrès du PCF en 2018 est souvent présenté comme un congrès de rupture, car pour la première fois la base commune présentée par la direction sortante était battue par un texte alternatif. La réalité est bien différente !

Face à l'échec du Front de Gauche, à la contestation qui montait dans le Parti et aux déroutes électorales, une large partie de la direction va faire le choix de se reporter sur un texte alternatif, qui n'avait d'alternatif que le nom. En faisant porter toute la responsabilité des échecs passés sur Pierre Laurent, des groupes dirigeants et personnalités du Parti espéraient faire oublier leur rôle actif dans ces fiascos à répétition. Le texte alternatif *Le manifeste* qui revêtait un vernis pseudo-identitaire, allait se targuer d'une rupture de façade avec le *Front de Gauche* tout en promettant un retour sur le devant de la scène du PCF. Nous faisons le constat, huit ans plus tard, que le 38<sup>e</sup> congrès n'a pas mis un terme à l'affaiblissement du parti, bien au contraire.

La stratégie adoptée par Fabien Roussel s'inscrit pleinement – bien que sous des formes nouvelles – dans le processus de mutation et contribue aujourd'hui à la poursuite de notre affaiblissement. Les conflits entre tendances au sein de l'appareil du Parti sont mortifères.

Politiquement, l'absence de toute remise en cause des trente années, conduit très logiquement aux mêmes prises de position. Sur l'Union Européenne, les campagnes menées en 2019 et 2024 ont de nouveau porté l'illusion d'une réorientation de l'UE (comme l'ensemble des partis sociaux-démocrates), et a en toute logique conduit à des résultats électoraux catastrophiques, laissant à l'extrême-droite le monopole de la colère populaire contre l'UE. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Fabien Roussel n'a cessé de dire que le changement politique viendrait de son accession à l'Élysée, niant en cela toutes nos positions historiques sur l'élection présidentielle, si ce n'est le principe même de réalité...

Du point de vue de l'organisation, derrière les beaux discours, la situation reste celle d'un affaiblissement considérable de nos organisations partout en France. L'effacement du Parti se poursuit. Fabien Roussel et la direction nationale se targuent d'avoir redonné de la visibilité au Parti en se présentant sous notre étiquette aux élections. Sur cette question, il nous semble également essentiel d'en faire le bilan.

Lors des élections législatives de 2022 et 2024, le Parti a poursuivi ses alliances avec les forces social-démocrates dans le cadre de la NUPES, puis du NFP. Ce fut l'occasion d'un spectacle navrant où l'essentiel semblait se trouver dans la répartition des circonscriptions entre les différents partis. Avec à chaque fois cinquante circonscriptions (dont la très grande majorité perdue d'avance) validées avec dédain par Mélenchon qui, pour ces deux échéances, a fait le choix de sauver le PS, de donner un semblant d'existence au groupuscule atlantiste Place Publique et d'affaiblir encore plus le PCF, largement relégué à un rôle de supplétif. Le programme politique, pourtant affreusement minimal (à peine une fraction du programme de Mitterrand en 1981 !), était d'ailleurs tellement secondaire qu'il a permis aux dirigeants socialistes de dire, à peine l'élection passée, qu'ils n'ont jamais compté l'appliquer...

Ainsi, l'idée selon laquelle le PCF serait en train de regagner son autonomie est une illusion totale. Les prises de position récurrentes de Fabien Roussel ne sont guidées que par une seule boussole : se démarquer à tout prix (sur sa droite) de LFI et de Mélenchon... quitte à nous jeter dans les bras du Parti Socialiste, qui est aujourd'hui la béquille du macronisme mourant. Leur refus de voter la censure en est l'illustration parfaite. Malgré cette réalité, Fabien Roussel ne cesse de s'afficher aux côtés des dirigeants socialistes, ne cesse de rencontrer Macron ou son Premier Ministre en leur compagnie (comme s'il y avait quelque chose à gagner) et ne cesse de plaider pour une union avec ceux qui n'ont rien renié du quinquennat Hollande. Alors qu'il n'a pas de mots assez durs contre Mélenchon, il fait preuve d'une déférence coupable envers Faure. À force de se rapprocher du Parti Socialiste, la direction a laissé à LFI le monopole de la contestation (certes de façade) pour s'intégrer au bloc "pragmatique et mesuré" (c'est-à-dire réformiste) incarné par le PS, revenant en cela au point de départ de la mutation.

## **Refaire du Parti Communiste Français un Parti de classe pour reconstruire un Parti de masse**

La question de l'organisation est profondément politique. Nous devons aujourd'hui être lucides sur les effets de tant d'années de renoncements : le Parti est en déliquescence. Dans la grande majorité des villes, quartiers et villages du pays, la voix du PCF a disparu ou ne se maintient qu'à travers sa présence dans les municipalités. Dans les entreprises – pourtant lieu central de l'exploitation capitaliste – nous avons presque partout perdu pied. L'action du Parti tend aujourd'hui de plus en plus à se limiter à la préparation des élections. Ce 40<sup>e</sup> congrès du PCF doit être l'occasion d'opérer une rupture radicale afin de reconstruire notre Parti et son influence.

## → Rompre avec l'électorisme

Avec la mutation, le PCF a peu à peu perdu tout ce qui faisait son originalité pour devenir un Parti "comme les autres" qui place au cœur de son action la préparation des élections. En plus d'entraîner un affaiblissement structurel, ces errements stratégiques n'ont jamais permis de renforcer nos positions électorales, c'est même tout l'inverse.

Ce choix de l'électorisme pose aussi la question de la subordination du PCF aux organisations sociales-démocrates. Avec des élections quasiment chaque année, notre Parti est réduit à devoir constamment négocier des accords électoraux à tous les échelons, renforçant par là même sa soumission aux autres partis de gauche. **A de rares exceptions près, les discussions de toutes nos structures, depuis les assemblées de section jusqu'au CN, sont phagocytées à longueur d'année par les questions électoralistes.** C'est un repoussoir pour nombre de militants.

Il n'est pas question de négliger ou de minorer l'importance des élections, mais celles-ci, dans le cadre de la démocratie bourgeoise, doivent être appréhendées comme un moyen à notre disposition dans le combat de classe et non pas comme une fin en soi. Si l'objectif du PCF doit être la construction du socialisme et du communisme, il doit alors être le moteur et l'architecte indispensable des luttes et non pas de devenir un club d'élus.

Concernant la place des élus par rapport au Parti, le principe, hérité du congrès de Tours, doit être réaffirmé : l'action des élus doit être subordonnée aux décisions des militants communistes et non l'inverse. Cela doit s'appliquer à tous échelons, qu'ils soient nationaux ou locaux.

## → Retrouver la centralité des cellules et des sections

Sans minimiser les fortes transformations sociologiques de ces dernières décennies, la fin des cellules a accéléré notre perte d'influence dans le monde du travail. La cellule, c'est le moyen de déployer l'activité communiste dans les quartiers populaires, les villages et dans les entreprises, au contact des réalités quotidiennes. C'est aussi le moyen de lutter là où se déroule l'exploitation capitaliste, de donner du sens politique aux revendications quotidiennes. C'est le moyen de donner du pouvoir à tous ceux qui en sont dépossédés par la bourgeoisie. Comment réimplanter des cellules dans des quartiers et dans un monde du travail où l'on trouve aujourd'hui nombre de jeunes, d'intérimaires, de chômeurs, de précaires ? C'est une des questions essentielles sur laquelle nous devons concentrer nos efforts. Nous devons utiliser tous les moyens possibles : internet, l'écrit, l'affichage, la parole au moment des luttes, dans des interventions publiques, sur des piquets de grève, dans des actions quotidiennes de solidarité, rendues indispensables en raison de l'aggravation de la crise.

Redonner la souveraineté aux cellules, y compris financièrement, c'est aussi une question de démocratie essentielle. C'est ce qui permet à chaque adhérent d'être impliqué dans l'action et l'élaboration de l'ensemble de la politique du Parti et à la direction du Parti de ne pas être coupée des réalités des luttes.

Depuis le dernier congrès, la direction du PCF remet en avant la création de cellules d'entreprises et de quartiers. Mais nous faisons le constat que cela reste pour le moment uniquement un vœu pieu. Aucune priorité réelle n'y a été donnée. Et comment reprendre pied dans les quartiers et dans les entreprises quand les prises de positions politiques sont avant tout dictées par les calculs électoralistes et qu'aucune campagne nationale conséquente n'est là pour lui donner du corps ?

Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour redonner à toutes les sections la possibilité de retrouver une vie politique pour impulser et parrainer la vie des cellules, en recréer de nouvelles, impliquer les camarades isolés, déployer une propagande ciblée. Reconstruire et renforcer les cellules et sections, c'est redonner le pouvoir dans le parti aux militants communistes et mettre fin aux stratégies de "sommet".

### → **L'accent doit être mis sur les formations**

Nous faisons également le constat d'un appauvrissement idéologique important à l'intérieur du Parti qui est largement causé par le manque de formations. Dans bien des endroits, un jeune camarade qui adhère au Parti peut militer pendant des années sans qu'on ne lui propose aucune formation. Une telle situation n'est plus possible. L'amélioration de la formation théorique et idéologique des communistes est plus que jamais nécessaire. Quelques initiatives ont été prises pour organiser davantage de stages et de conférences, mais c'est insuffisant. Les conditions doivent être rassemblées pour recréer des écoles du Parti, visant à diffuser l'histoire du Parti, des connaissances politiques et économiques, ainsi que la théorie marxiste.

### → **La presse communiste**

La question du rôle de notre presse doit être posée dans cet objectif de reconstruction du PCF. Depuis les années 90, *L'Humanité* (quotidienne et hebdo) a cessé d'être un journal communiste, un outil d'organisation structurant, pour finir par se présenter comme un journal "de gauche". Nombre de camarades s'étonnent régulièrement de certaines prises de position ou de la place accordée à tel ou tel autre parti politique. Nous pensons au contraire qu'il y a place pour un quotidien national, un hebdomadaire (et d'autres publications) qui se revendiquent clairement communistes, s'efforcent d'être des journaux utiles aux luttes, à l'action du PCF et pas seulement des journaux d'information de gauche. A l'heure où toute la presse est détenue par les milliardaires et où de plus en plus de titres servent directement les intérêts de l'extrême droite, nous avons besoin d'une presse communiste combative qui serve de contre-poids idéologique.

### → **Non, LFI n'est pas un parti révolutionnaire !**

Après avoir joui du tremplin PCF (avec la complaisance de ses dirigeants), LFI est devenu en quelques années un parti dominant à gauche. Et au sein du PCF certains groupes dirigeants, dont les promoteurs du texte *Nous voulons le communisme partout*, sont tentés par l'expérience, qui pour eux constitue enfin l'opportunité d'en finir avec la forme "Parti communiste" qu'ils jugent dépassée, accomplissant ainsi la finalité de la mutation.

Le fait est qu'aujourd'hui nous devons être lucide sur le fait qu'LFI attire à elle une partie de la jeunesse en recherche d'une organisation politique sinon de rupture, *a minima* de gauche, et que l'hostilité d'apparence viscérale dont elle fait l'objet de la part des tenants du Capital, la fait passer pour une des seules forces d'oppositions progressistes au système. De notre côté, les positions de Roussel et de sa direction (ou l'absence de positions courageuses), dont nous avons parlé plus haut, nous ont très largement aliéné une bonne partie de cette jeunesse, tout comme de très nombreux travailleurs.

**Pourtant, disons-le tout net, LFI ne ressemble, ni de près, ni de loin, à l'organisation dont les travailleurs ont besoin pour mener le combat de classes. Il ne peut être à l'origine que de nouvelles désillusions, comme SYRIZA le fut en Grèce ou Die Linke en Allemagne.**

Le refus, depuis le départ, de la structure "Parti", débouche chez LFI sur une organisation profondément anti-démocratique. Dans tous nos rapports avec LFI, chacun comprend que les décisions sont uniquement prises à Paris par Mélenchon et son cercle proche, les comités locaux s'exécutant sans broncher. Pourtant, ce n'est pas une organisation centrée autour d'un tribun dont les travailleurs ont besoin, mais un Parti de masse présent dans tous les lieux de vie et d'exploitation capitaliste.

Par son implantation essentiellement dans les grands centres urbains plutôt favorisés, LFI n'est pas le parti du travail et des travailleurs. Sa composition est essentiellement bourgeoise, sa direction encore plus. Et c'est pour cela que son programme correspond en fait largement aux préoccupations de ces catégories de la population.

Ainsi, dans les faits, sur son programme politique, LFI ne représente rien d'autre qu'une nouvelle recomposition de la social-démocratie dont elle est issue. En opposant systématiquement les "élites" au "peuple", elle nie l'existence de la lutte des classes. Son programme politique est un projet d'aménagement du capitalisme au rabais par rapport à ce que fut celui du PS dans les années 1970-1980. Si LFI arrivait au pouvoir aujourd'hui, elle se comporterait comme Mitterrand après 1981. Elle enchaînerait les renoncements, car d'une part rien dans son programme n'est prévu pour résister aux attaques que le capital ne manquerait pas de mener dans cette éventualité et d'autre part depuis 2017, elle occulte totalement la question de l'UE et de l'Euro. En dehors de velléités de quelques nationalisations de façade, la France Insoumise ne remet jamais en cause la question de la propriété privée des moyens de production. **Plus largement, LFI n'a jamais prétendu vouloir abattre le capitalisme, elle n'est donc candidate qu'à en gérer loyalement les intérêts, comme Blum en son temps.**

Enfin, son électoralisme n'a rien à envier aux autres forces politiques. Au contraire, toute l'organisation est pensée pour et par les élections et en particulier l'élection présidentielle. Très récemment, lors des élections municipales, les cadres de LFI ont régulièrement exprimé l'idée selon laquelle ces élections ne servaient que de tremplin pour la visibilité du mouvement en vue de 2027 et des sénatoriales de fin 2026. Cette obsession pour le présidentielisme est à mille lieux de notre combat historique contre le pouvoir personnel institué par la V<sup>e</sup> République. En toute possibilité de changement possible au seul cadre institutionnel, LFI participe elle aussi à la résignation, dont l'extrême-droite fait son terreau.

**C'est donc au PCF de retrouver sa raison d'être, celle d'être le Parti de la classe ouvrière au sens large et de toutes les couches ayant intérêt au renversement du capitalisme et à la construction du socialisme.**

## 6. LE SOCIALISME

***"La noble cause du socialisme, l'aspiration à un monde juste, libre, pacifique et humain, ne pourra jamais être effacée de la surface de la Terre."***

Fidel Castro

Curieusement, trente ans après avoir été sacrifiée sur l'autel de la mutation, la notion de socialisme semble vouloir être réintroduite par une partie de la direction sortante du Parti à l'occasion de ce 40<sup>e</sup> congrès. C'est d'autant plus étonnant à l'heure où cette même fraction de la direction tend ouvertement à nous jeter dans les bras d'un PS plus converti que jamais aux vertus du capitalisme...

**C'est donc avant tout une diversion, dans la lignée de l'identitarisme de façade qui caractérise la direction actuelle.** L'absence de débat préalable au sein du Parti sur cette question, tout comme la façon dont ce congrès est mené au pas de charge, confirment en tout point cette appréciation.

Pourtant, indéniablement, l'abandon par la direction du PCF de la référence et de l'objectif du socialisme, c'est-à-dire de l'appropriation sociale des moyens de production essentiels du pays, prive aujourd'hui le mouvement populaire de propositions de rupture concrète et immédiate pour faire face efficacement à la politique du gouvernement et aux assauts toujours plus violents du Capital.

Cet objectif nécessite une analyse rigoureuse des expériences du socialisme à l'Est de l'Europe et des ressorts de l'effondrement de l'Union Soviétique, que la direction du PCF s'est toujours refusée à mener.

À une période plus récente, les expériences progressistes en Amérique latine du dernier quart de siècle doivent, elles aussi, alimenter notre réflexion sur la question du changement de société. Car indéniablement, si les expériences vénézuélienne ou bolivienne tendaient vers le socialisme, elles ont également démontré que la prise du pouvoir d'État, si elle ne s'accompagne pas de **l'expropriation capitaliste**, maintient le pouvoir économique de la bourgeoisie, qui gangrène alors le processus révolutionnaire et finit toujours par s'allier avec l'impérialisme contre les travailleurs.

Pour autant, indéniablement, l'existence du socialisme issu de la Révolution d'Octobre a été déterminante dans l'organisation du mouvement ouvrier mondial, dans la conquête de chacune des avancées sociales, des libertés démocratiques, dans le mouvement gigantesque pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. **En cela, elle n'a pas été "globalement positive", elle a éclairé le monde !**

Notre conception du "socialisme" a une signification historique trop forte pour être déformée à l'envie. C'est celle qu'exprimait le Manifeste de Champigny en 1968 : *"Le socialisme, c'est tout à la fois la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la satisfaction progressive des besoins matériels et intellectuels sans cesse croissants des membres de la société, la création des conditions propres à l'épanouissement de chaque personnalité"*.

**Mais sa réalisation requiert un outil politique : le Parti communiste.**

Le PCF que nous voulons continuer à faire vivre est l'héritier de l'organisation et l'expérience du mouvement ouvrier français : de 1793 et de la Commune de Paris, du Front Populaire et des combats de la Résistance et de la Libération, des grèves 47-48 à celles de mai 68, des luttes contre le colonialisme, contre l'OTAN, contre l'Europe des *trusts*, contre l'arme nucléaire à travers l'Appel de Stockholm. Le PCF que nous voulons continuer à faire vivre est l'héritier du marxisme et du léninisme, qui ont armé le mouvement ouvrier français et lui ont permis de gagner, avant que la contre-révolution ne retrouve du poil de la bête à la fin du XX<sup>e</sup> siècle.

Aujourd'hui encore, des jeunes viennent vers le PCF et la JC en recherche d'une perspective révolutionnaire. Mais beaucoup se sentent lésés par les nombreuses illusions semées, à force de propositions creuses et d'absence d'une ligne de rupture claire avec le capitalisme.

La question du socialisme se pose concrètement dans nos luttes quotidiennes, dans notre conception de la propriété des moyens de production, dans notre approche des nationalisations, dans notre manière de faire avancer la lutte selon l'état des rapports de classe, et enfin dans notre recherche d'étapes et de ruptures immédiates avec la politique du Capital. La perspective du socialisme est la boussole qui doit constamment alimenter, articuler, notre réflexion théorique et notre action politique. Elle est l'étape indispensable vers l'épanouissement de la société communiste future.

C'est le sens de l'Histoire. Le sens de l'Humanité. Car comme disait Jaurès : *"La domination d'une classe est un attentat à l'humanité. Le socialisme, qui abolira toute primauté de classe et toute classe est donc une restitution de l'humanité."*





# 40<sup>e</sup> CONGRÈS du PCF



Conformément à l'article 11.1 des statuts, j'atteste soutenir pour le 40<sup>e</sup> congrès du PCF le texte alternatif à la proposition de base commune intitulé :

**" Pour la paix et le socialisme,  
reconstruisons le parti de classe "**

---

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Fédération :** .....

**Section :** .....

**Téléphone :** .....

**Adresse mail :** .....

**J'atteste sur l'honneur être à jour des mes cotisations au PCF.**

**Signature**

---

**N.B. :** En complément de ce formulaire, il est **impératif de demander au trésorier départemental ou à l'ADF de ma fédération de certifier par écrit que je suis à jour de mes cotisations** (voir le second formulaire). En cas de difficulté, renvoyer tout justificatif de paiement de cotisations.

Ce formulaire doit parvenir complété et accompagné d'un justificatif de paiement des cotisations aux initiateurs du texte alternatif impérativement **avant le 1<sup>er</sup> mai 2026**.

À renvoyer par mail à l'adresse suivante : **pcf.paix.socialisme@gmail.com**

Pour tout renseignement sur le texte : **06-88-84-22-49 • 06-25-27-67-85 • 06-83-06-33-10**

---

**Rappels des statuts adoptés au 39<sup>e</sup> congrès :**

"Trois cents adhérent·es à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérent·es doivent être issu·es d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10 % de la totalité de la liste. Ils et elles y apportent leur soutien par une attestation signée et fournissent le justificatif de paiement de leur cotisation. La base de discussion alternative doit traiter de l'ordre du jour du congrès et respecter la cohérence de celui-ci. Sa dimension ne saurait excéder celle du projet adopté par le conseil national."

# ATTESTATION ADF PCF DE PAIEMENT DE COTISATIONS

Je soussigné-e,

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Président-e de l'ADF de la fédération :** .....

atteste que l'adhérent-e : .....

est à jour du paiement de ses cotisations versées à l'Association  
Départementale de Financement du PCF à la date du : .....

**Fait à :** .....

**Le :** .....

Signature du Président de l'ADF PCF